



# C.C.T.P

*(CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES)*

**PROGRAMME D'ENTRETIEN DES VOIES et DES RUES COMMUNALES  
ANNEE 2019 - Reconductible en 2020, 2021 et 2022**

## CHAPITRE I

### DESCRIPTION DES TRAVAUX

#### ARTICLE 1.1 - OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet les différents travaux nécessaires à l'entretien de bas-côtés, de trottoirs et de revêtement de voirie sur la commune de LA FERTE MACE (61600).

#### ARTICLE 1.2 - CONSISTANCE DE L'OPERATION

Nota : Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

##### 1.2.1 - Travaux de trottoirs, voirie, reprise de bas-côtés, fossés...etc.

Les travaux peuvent comprendre :

- Le rabotage de chaussée avant réalisation d'une couche de roulement.
- La scarification de trottoirs ou parkings avant la réalisation de la couche de roulement
- La démolition des trottoirs, le reprofilage en GNT et la réalisation du revêtement.
- La dépose et repose de bordures granite ou béton
- La pose de bordures et caniveaux (préfabriquées ou coulées en place) pour la reconstitution de trottoirs
- Des travaux sur le réseau d'eau pluviale
- Le reprofilage mécanique de voirie communale afin de redonner un profil en toit à la chaussée avant réalisation d'enduit monocouche ou bicouche.
- L'arasement de bas-côté
- La création ou le curage de fossés
- Et tous autres travaux liés à la voirie

## **CHAPITRE II**

### **PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX**

#### **ARTICLE 2.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX**

Tous les matériaux nécessaires à l'exécution des travaux seront fournis par l'entrepreneur. Les matériaux fournis par l'entrepreneur devront provenir d'usines ou de carrières agréées par le Maître d'Ouvrage.

#### **ARTICLE 2.2 - GRANULATS POUR FONDATION DE CHAUSSEE**

Les dispositions du fascicule 23 du CCTG « Fournitures de Granulats employés à la Construction et à l'entretien des chaussées » sont applicables.

Les granulats sont fournis par l'Entrepreneur.

Les caractéristiques des granulats doivent être conformes aux spécifications de la norme NF 18 101 pour les catégories suivantes :

- catégorie D pour les caractéristiques intrinsèques des gravillons,
- catégorie II pour les caractéristiques de fabrication des gravillons,
- catégorie b pour les caractéristiques de fabrication de sables.

#### **Granularité**

La granularité des coupures utilisées pour les études et pour le chantier devra être soumise à l'agrément du Maître d'Ouvrage.

Le type de granulats sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

#### **ARTICLE 2.3 - LIANT HYDRAULIQUE**

Le liant hydraulique est un liant à usage routier conforme à la norme NF P 98-112 « grave liant spécial routier » ayant reçu l'agrément de la Commission Générale des avis techniques ROUTES, à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

Le dosage sera étudié en fonction des caractéristiques du liant.

#### **ARTICLE 2.4 - EMULSION POUR COUCHE D'ACCROCHAGE**

L'émulsion employée pour la couche d'accrochage des enrobés sur la couche de base sera une émulsion sur stabilisée de bitume à 69 % de bitume.

L'émulsion de bitume sera fabriquée à partir de bitume 80/200. La température maximale de stockage admise entre 70 et 80° C. En cas de stockage de courte durée (inférieure à 24 h) cette température pourra être relevée de 20° C au maximum.

## **ARTICLE 2.5 - BETON BITUMEUX**

### ***Granulats***

a) **Spécification**

Les spécifications des granulats s'appliquent à la technique routière des bétons bitumineux (B.B.) pour couches de roulement et couches de liaison.

b) **Provenance**

Les granulats proviendront pour chaque classe granulaire d'un même gisement choisi par l'Entrepreneur et accepté par le Maître d'ouvrage.

Les granulats seront issus de roche massive (entièrement concassés). Couleur à déterminer en accord avec le Maître d'Ouvrage.

Toutefois, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, l'introduction d'un sable roulé (sable provenant d'un gisement alluvionnaire) sera tolérée dans une proportion de l'ordre de 10 % (par rapport au mélange minéral total).

c) **Caractéristiques**

Les matériaux définis par des seuils de granularité d/D seront utilisés et, compte tenu des possibilités de l'installation en matière de criblages des sables, l'une ou l'autre des compositions suivantes pourra être adoptée :

Pour le B.B. 0/6 : 0/2 - 2/6 ou 0/4 - 4/6

Pour le B.B. 0/10 : 0/2 - 2/6 - 6/10 ou 0/4 - 4/6 - 6/10

Les spécifications et les tolérances devront satisfaire à la directive d'avril 1984 sur les granulats pour chaussées.

Si le sable possède une valeur de propreté inférieure à 60, il sera appliqué l'essai au bleu et la valeur de bleu (VB) devra être inférieure ou égale 1.

### **Fines d'apport**

Quand la teneur en fines (éléments inférieurs à 80 microns) du sable de concassage ou du sable broyé est insuffisante, compte tenu du pourcentage avec lequel ce sable de concassage ou ce sable broyé intervient dans la formule, il faut prévoir l'addition de « fines d'apport ».

Ce matériau devra avoir une granularité telle que 80 % au moins des éléments passent au tamis de 0,08 mm et 100 % au tamis de 0,2 mm.

La nature et la provenance de ces fines d'apport seront soumises à l'agrément du Maître d'Ouvrage.

### **Liants hydrocarbonés**

Le liant utilisé pour la fabrication des bétons bitumineux sera un bitume pur de qualité 60/70 ou éventuellement 40/50 tel qu'il est défini dans la 2<sup>ème</sup> partie du fascicule 24 du Cahier des Prescriptions Communes « Fournitures de liants hydrocarbonés employés à la construction et à l'entretien des chaussées ».

**Choix des formules**

La composition granulaire, la teneur en fines d'apport et en liant seront fournies à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur devra fournir à l'agrément du Maître d'ouvrage, les fiches techniques des bétons bitumineux qu'il se propose de mettre en œuvre.

**ARTICLE 2.6. - CIMENT, MORTIER ET BETON**

Le ciment sera conforme aux normes imposées par Arrêté Ministériel du 26 décembre 1978.

Le mortier sera du PORTLAND CPA ou CPAL 210/325 défini par la norme AFNOR P15-30.

**ARTICLE 2.7. - TAMPON DE REGARDS**

La mise à niveau sera assurée par l'entreprise.

## CHAPITRE III

### MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

#### ARTICLE 3.1. - PROGRAMME D'EXECUTION

Le programme d'exécution des travaux sera conforme à celui prévu au planning d'exécution établi en commun avec les entrepreneurs. Néanmoins, l'entrepreneur devra préciser les méthodes et le matériel qu'il emploiera, afin de terminer le chantier dans le délai qu'il aura proposé. En période pluvieuse, il devra utiliser des engins à chenilles, pour ne pas défoncer le terrain et provoquer l'arrêt des travaux. Si ce fait se produisait, les conséquences lui en seraient imputables.

#### ARTICLE 3.2. - SIGNALISATION ET PROTECTION

Avant de commencer un travail sur route circulée ou même en bordure de chaussée, le balisage et des panneaux de signalisation temporaire de chantier seront mis en place.

Pour être efficace, la signalisation temporaire sera adaptée, cohérente, crédible, lisible et stable.

L'entrepreneur devra mettre en place, à ses frais toute la signalisation verticale et horizontale nécessitée par les besoins du chantier.

Clôtures et balisages de chantier en site urbain.

Clôtures et balisages placés aux abords immédiats des tranchées ouvertes ou des espaces mis à disposition de l'entreprise :

- balisages frontal et latéral des ouvertures de fouille. Le dispositif se composera de cônes de 1 mètre de hauteur, d'une lisse de longueur variable, l'ensemble devant être réfléchissant.

- les espaces réservés pour la mise en place des abris et dépôts utilisés pendant les travaux devront être clôturés ou balisés, les barrières métalliques peintes seront admises.

- les systèmes type "RUBALISE" seront proscrits ou limités au secteur défini par le représentant de la Ville de LA FERTE MACE.

- en cas de défaut de signalisation, le Maître d'Ouvrage la fera immédiatement compléter à la charge de l'entrepreneur par les moyens de son choix, pour assurer la sécurité des usagers.

#### ARTICLE 3.3. - ORGANISATION DES CHANTIERS

##### 3.3.1. Phases préparatoires

Au cours de cette période, l'entrepreneur s'acquittera des obligations de faire les DT/DICT auprès des services publics suivants : E.D.F. - G.D.F. - P.T.T. - Service des Eaux - Service de la Voirie.

### **3.3.2. Direction des travaux**

L'entrepreneur sera tenu de :

- maintenir en permanence sur le chantier, pendant l'exécution des travaux, un agent compétent dans les techniques de toute nature employées pour l'exécution du présent marché et chargé de le représenter.

- recevoir notification des ordres de service et des instructions écrites ou verbales de l'Administration et en assurer l'exécution.

- accepter les attachements en quantité.

- éventuellement, accepter les décomptes mensuels et les décomptes définitifs des ouvrages.

L'entrepreneur remettra une copie conforme des pouvoirs donnés en son nom à la personne ou aux personnes qu'il aura désignées pour le représenter.

Le Maître d'Ouvrage se réservera le droit de récuser tous les agents de l'entrepreneur employés sur le chantier, dont la qualification serait reconnue insuffisante, étant précisé que l'exercice de ce droit ne pourra en aucun cas ouvrir droit à indemnité pour l'entrepreneur ou les agents recusés.

L'entrepreneur devra maintenir en permanence sur le chantier une équipe topographique composée d'agents qualifiés, susceptibles d'exécuter toutes les opérations de piquetage, d'implantation et de nivellement nécessaires à l'exécution des travaux.

### **3.3.3. Journal de chantier**

L'entrepreneur sera tenu de compléter, dès le démarrage du chantier, le journal de chantier sur lequel seront consignés tous les renseignements concernant le marché du chantier et en particulier :

- la nature et le nombre des engins en fonctionnement et en panne.
- l'effectif du personnel, y compris le personnel d'encadrement.
- la nature et la cause des arrêts de chantier.
- toutes les prescriptions imposées au cours du chantier par l'Administration.

Ce journal sera en permanence à la disposition du Maître d'Ouvrage et devra être visé au moins une fois par semaine par le maître d'œuvre ou son représentant.

### **3.3.4. Sujétions résultant du voisinage du chantier de travaux étrangers à l'entreprise**

L'entreprise ne pourra élever aucune réclamation en raison de la gêne causée par la présence aux abords ou dans l'emprise du chantier, d'entreprises chargées de travaux autres que ceux faisant l'objet du présent appel d'offres.

Il lui appartiendra d'entreprendre, à ses frais, toutes les démarches utiles pour obtenir une entente avec les entreprises intéressées en vue de faciliter ses propres travaux.

### **3.3.5. Responsabilité de l'entrepreneur**

Les prescriptions de l'article 31 du C.C.A.G. seront applicables.

L'entrepreneur sera seul responsable des accidents et dommages qui pourront survenir directement ou indirectement du fait de l'exécution des travaux, notamment par défaut d'entretien des ouvrages exécutés par lui pendant le délai de garantie.

Par application des textes généraux sur la responsabilité civile et des autres textes concernant la voirie en cause, l'entrepreneur sera seul responsable des accidents ayant pour cause les transports de terre ou de matériaux divers effectués par lui et susceptibles d'encombrer, de détériorer ou de rendre glissantes les chaussées empruntées par ses véhicules.

Il sera donc tenu de prendre toutes les précautions pour éviter les inconvénients signalés et nettoyer les chaussées en tant que de besoin si le passage des véhicules est susceptible d'altérer leur état au détriment de la sécurité des usagers ou de nuire à la conservation des revêtements.

### **3.3.6. Circulation des engins**

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour limiter dans la mesure du possible les chutes de matériaux et les dépôts de boue sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectuera en permanence les nettoyages et les ébouages nécessaires, les dépenses correspondantes étant à sa charge.

Aucune circulation d'engins ne sera autorisée en dehors des espaces réservés à la réalisation du projet. Toute dégradation de surface externe fera l'objet de poursuite. L'entrepreneur veillera à ne pas gêner l'accès des propriétés riveraines.

### **3.3.7. Nettoyage des chantiers**

L'entrepreneur devra veiller en permanence à la propreté du chantier.

## **ARTICLE 3.4. - PRODUITS FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR**

### **3.4.1. Vérifications générales**

Les produits préfabriqués (tuyaux, raccords et pièces diverses) feront l'objet, dans tous les cas, sur chantier, de vérifications portant sur :

- les quantités,
- l'aspect et le contrôle de l'intégrité,
- le marquage.

Ces vérifications sont exécutées par l'entrepreneur et à ses frais.

Le résultat de ces vérifications sera adressé au Maître d'Ouvrage.

Les tuyaux et raccords devront être constitués d'un matériau compact et ne présenter aucune fêlure, ni défaut d'aucune sorte. Leur surface intérieure ne devra pas présenter d'aspérités, de

cavités, ni de fendillement. Les emboîtements ne devront comporter aucune épaufrure. Toute réparation masquant les défauts de surface sera interdite.

Les pièces spéciales devront présenter les mêmes caractéristiques de résistance que les tuyaux adjacents.

### **ARTICLE 3.5. - CONDITIONS DE MANUTENTION ET DE STOCKAGE DES PRODUITS**

#### **3.5.1. Généralités**

Les produits devront être manipulés et stockés dans les conditions non susceptibles de les détériorer. En particulier, leur manutention sera effectuée avec des outils adaptés.

L'élingage par l'intérieur du tuyau sera interdit.

On déposera les tuyaux sans brutalité sur le sol et on évitera de les rouler sur des pierres ou sur un sol rocheux sans avoir au préalable constitué des chemins de roulement à l'aide de madriers. On évitera les empilages adossés aux clôtures ou aux murs.

Au moment de la mise en place, tous les tuyaux seront examinés à l'intérieur et soigneusement débarrassés de tous les corps étrangers qui pourraient y avoir été introduits.

#### **3.5.2. Stockage provisoire sur chantier**

En l'absence de consignes du fabricant, les tuyaux seront disposés selon les mêmes conditions que celles du chargement, le premier rang de tuyaux s'appuyant sur deux chevrons horizontaux placés transversalement et écartés de 1/5 de la longueur des tuyaux. La hauteur des piles ne devra pas excéder celle pratiquée lors du chargement.

Pour les tuyaux possédant une armature de conception particulière, se conformer aux consignes spécifiques du fabricant.

Ils seront stockés sur des aires définies par le maître d'ouvrage.

### **ARTICLE 3.6. - INSTALLATION DU CHANTIER**

L'entrepreneur fera son affaire de toutes tractations auprès des propriétaires concernant l'occupation des terrains privés qui lui sembleraient utiles pour ses installations ainsi que tous les risques et périls, frais s'y rapportant.

### **ARTICLE 3.7. - FOURNITURE DES BONS DE LIVRAISON**

L'entreprise fournira les bons de livraison en cours de chantier et au plus tard à l'établissement de l'attachement des travaux correspondants.

Les bons de livraison sur le sable et le tout-venant devront comporter les indications suivantes : nom du carrier, nom du chantier, coupure granulométrique, tonnage.

### **ARTICLE 3.8. - CORPS DES TROTTOIRS**

Sans objet

### **ARTICLE 3.9. - FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN ŒUVRE DES GRAVE-BITUME ET BETON BITUMINEUX**

#### **3.9.1 - Composition des bétons bitumineux et de la grave-bitume**

La composition est déterminée par l'entrepreneur qui fournit à l'appui de sa proposition, conformément à l'article 4.4 des Clauses Relationnelles Techniques du fascicule 27 du C.C.T.G., une étude de formulation conduite selon les dispositions de l'article 7 des clauses techniques du fascicule 27 du C.C.T.G. Le P.A.P. précise les résultats de cette étude et en particulier :

- . Les dosages des différents constituants
- . Les seuils d'alerte et de refus
- . La compacité selon l'essai de compression simple DURIEZ (Norme NFP 98-251-1) et l'essai PCG (norme NFP 98-252).

L'entrepreneur doit fournir une composition par type d'enrobé et présenter les résultats de chaque étude de laboratoire sur une fiche conforme au cadre-type joint placé en annexe en fin du présent C.C.T.P. ou fournir l'avis technique concernant la formulation de l'enrobé proposé.

Types d'enrobé dont la composition est demandée :

- . grave-bitume 0/20 (selon la norme NFP 98-138)
- . Béton bitumineux semi-grenu (selon la norme NFP 98-130).

Tous les dosages en liant des diverses catégories sont donnés en fonction du poids total des granulats secs, filler compris.

#### **3.9.2 - Fabrication des bétons bitumineux et de la grave bitume**

##### **Catégorie, classe et capacité de la centrale**

La centrale, fournie par l'entrepreneur, doit être de niveau 2 tel que définit l'annexe A de la norme N.F.P. 98-150.

La centrale doit être équipée d'un système d'acquisitions de données et d'un boîtier de raccordement regroupant les différents capteurs câblés selon le protocole L.C.P.C. et destiné au contrôle extérieur.

##### **Dosage des granulats**

L'entrepreneur est tenu d'installer un dispositif sur le circuit de dosage du sable fillérisé pour éliminer, le cas échéant, les mottes durcies.

##### **Chauffage et déshydratation des granulats**

La teneur en eau résiduelle des enrobés est au maximum de 0,5 %.

### **3.9.3. - Pesage**

Sans objet

### **3.9.4 - Transport des bétons bitumineux et de la grave bitume**

Les camions seront obligatoirement bâchés dès la fin du remplissage. La bâche devra être rattachée aux ridelles de la benne et non simplement posée sur l'enrobé. Elle ne pourra être enlevée qu'immédiatement avant le déversement des enrobés. Tout camion d'enrobé arrivant non bâché ou incorrectement bâché au chantier de mise en oeuvre sera refusé.

Les camions utilisés pour le transport des bétons bitumineux ou de la grave bitume doivent en toutes circonstances satisfaire aux prescriptions du Code de la Route et en particulier à celles des articles R55, R56, R57 et R58 concernant le poids des véhicules en charge.

L'itinéraire suivi par les véhicules entre la centrale et le chantier de mise en oeuvre devra être soumis à l'agrément du Maître d'Ouvrage. Tout arrêt prolongé d'un camion d'enrobés au cours du transport est interdit sauf s'il est rendu indispensable par les conditions de circulation.

Tout camion qui se présentera sur le chantier de mise en oeuvre plus d'une heure après sa pesée à la sortie de la centrale sera refusé. A cet effet, l'heure de départ de la centrale sera indiquée, pour chaque camion, sur le bon de pesée. Ce délai d'une heure pourra être augmenté sur décision du Maître d'Ouvrage.

### **3.9.5. - Mise en oeuvre de la grave bitume et du béton bitumineux**

#### **Balayage du support**

Avant la mise en oeuvre de la grave bitume, le support est balayé avec une balayeuse mécanique équipée d'un balai métallique.

#### **Couche d'accrochage**

Lorsque le support est une chaussée existante.

Une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume, répandue à raison de 700 g/m<sup>2</sup> d'émulsion de bitume, est appliquée sur la chaussée avant mise en oeuvre de la couche d'enrobé.

La répandeuse de liant est maintenue en permanence sur le chantier.

#### **Conditions générales**

La mise en oeuvre des bétons bitumineux, lorsque la température relevée le matin à sept (7) heures sous abri est inférieure à cinq (5) degrés Celsius, est subordonnée à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

La température minimale de répandage du béton bitumineux mesurée dans les bennes de camion ou dans la trémie du finisseur est fixée à 135° Celsius. Par temps de pluie fine ou de vent, cette température minimale est augmentée de 10° Celsius.

Les bétons bitumineux qui sont, soit chargés sur camions, soit répandus à une température insuffisante, sont rebutés et évacués hors du chantier. La fabrication, le transport et la mise en œuvre des quantités de matériaux correspondantes ne sont pas payés à l'entrepreneur.

#### **Répandage**

Le répandage sera réalisé en couches d'épaisseur maximale de 15 cm.

#### **Joints longitudinaux**

Si le béton bitumineux doit être réalisé en 2 bandes, les joints longitudinaux seront situés strictement à la limite des voies de circulation.

L'Entrepreneur doit apporter un soin tout particulier à leur réalisation. Pour cela, en l'absence de bordures béton, le bord de la première bande est compacté au moyen d'un compacteur à pneus équipé d'une roulette latérale.

En outre, pour les couches de roulement et les couches de liaison, un badigeonnage à émulsion à 65 % de bitume est réalisé avant répandage de la bande adjacente.

#### **Joints transversaux**

En cas d'arrêt du finisseur par défaut d'approvisionnement momentané, il ne doit pas être procédé au relevage de la table.

A chaque reprise de mise en œuvre, après arrêt autre que momentané, il est exécuté un joint transversal par découpage suivant un plan perpendiculaire à l'axe longitudinal de la chaussée, à environ cinquante (50) centimètres en arrière de l'arête supérieure du sifflet. Les matériaux enlevés lors du découpage des joints sont évacués hors du chantier.

#### **Méthode de guidage en nivellement**

Les méthodes de guidage seront précisées par l'entrepreneur en conformité avec l'article 14.3.8.5 des Clauses Techniques du fascicule 27.

Sur les zones de raccordement où la couche de roulement est réalisée sur chaussée existante et sur les zones commençant 25 m avant un ouvrage d'art et finissant 25 m après, le réglage est effectué en nivellement automatique sur fils de guidage latéraux.

#### **Compactage**

L'entrepreneur propose la composition de l'atelier de compactage. L'ensemble du matériel doit répondre aux exigences de l'article 4.1.4 de la Norme N.F.P. 98-150.

Pour chacun des liants hydrocarbonés, l'entreprise réalisera une planche d'essai ou seulement de vérification s'il y a des références.

#### **Contrôle**

La tolérance de surface, conformément à l'article 10 du fascicule 27 à la règle de trois mètres sera de 0,5 cm.

### **ARTICLE 3.10. - ENROBES DENSES**

#### **Sur trottoirs**

Les trottoirs recevront un tapis d'enrobés denses à chaud 0/6, à raison de 100 kg au m<sup>2</sup> après griffage et évacuation du revêtement existant.

**ARTICLE 3.11 - MISE A NIVEAU DES TAMPONS**

La mise à niveau des tampons sous chaussée sera réalisée à l'aide d'un mortier hydraulique fermé.

**ARTICLE 3.12. - COMPACTAGE**

L'atelier de compactage devra suivre immédiatement l'atelier de ré pandage et de réglage et être prévu en conséquence.

L'atelier de compactage devra comporter au moins :

- rouleau vibrant de classe V2 dont la charge statique appliquée par unité de largeur de cylindre vibrant est comprise entre 25 et 35 kg/cm.

- un rouleau automoteur à pneus ayant une charge d'au moins quatre tonnes par roue. La pression minimale des pneumatiques devra être de cinq bars. Le rouleau sera de classe P2.

L'entrepreneur est tenu d'avoir en réserve sur le chantier un compacteur vibrant.

L'entrepreneur conservera la faculté de présenter au Maître d'Ouvrage un atelier de compactage différent de celui défini au paragraphe ci-dessus mais présentant les mêmes résultats.

**ARTICLE 3.33 ENTRETIEN PENDANT LE DELAI DE GARANTIE**

L'entrepreneur assurera, pendant le délai de garantie, l'entretien de tous les travaux qu'il aura réalisés.

## **CHAPITRE IV**

### **MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES**

#### **ARTICLE 4.1. - CONDITIONS GENERALES D'APPLICATION DES PRIX**

Les travaux seront réglés par application des prix unitaires hors taxes du bordereau des prix aux quantités de travaux réellement exécutés et métrés contradictoirement dans la mesure où ces travaux seront conformes aux prescriptions du marché.

Les prix unitaires remis à l'entreprise à l'appui de sa soumission auront un caractère absolument forfaitaire. Ils tiendront compte de toutes les sujétions d'exécution, écoulement des eaux et leur épuisement, quelles qu'en soient l'origine et l'importance, maintien des accès aux propriétés riveraines, protection et signalisation réglementaire du chantier.

Le total de chaque décompte ainsi obtenu sera majoré de la T.V.A. dont le taux d'application est indiqué dans la soumission. Si le taux ou l'assiette des taxes perçues sur les affaires (T.V.A.) varie entre la date du dépôt des offres et l'époque du fait générateur de la taxe, le prix de règlement tiendra compte de cette variation.

#### **ARTICLE 4.2. - ANALYSE DES PRIX**

Tous les prix ont été décrits de façon très détaillée au bordereau des prix, leur analyse n'est pas reprise au titre du présent chapitre.

A LA FERTE MACE, le

Le Maire de la commune de LA FERTE MACE, Jacques DALMONT

LU ET APPROUVE

A , le

L'Entrepreneur,